



**CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS,
LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE MONTIVILLIERS
ET L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE
DES RESTAURANTS DU COEUR**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Montivilliers, représentée par son Maire Monsieur Jérôme DUBOST dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2025

Ci-après désigné par « la Ville »

Et

Le CCAS de Montivilliers, représenté par sa Vice-Présidente, Madame Agnès SIBILLE, agissant en cette qualité et en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 16 décembre 2025,

Ci-après désigné par « le CCAS »

Et

L'association Départementale des Restaurants du Cœur – Le Relais du Cœur de Seine-Maritime, dont le siège social est au Havre, 40 rue des Chantiers, représentée par son Président Monsieur Jean-Bernard BAUDRY

Ci-après désignée par « les
restaurants du cœur »

PREAMBULE

L'association a pour but d'aider et d'apporter, sur le territoire de Montivilliers, une assistance bénévole aux personnes en difficultés, notamment dans le domaine alimentaire, par la distribution de denrées, en effectuant toute action qui contribue à réinsérer les personnes dans la vie sociale et économique, et d'une manière générale, par toute action contre la pauvreté.

Vu ces objectifs, la Ville, le CCAS et l'association Les Restaurants du cœur établissent un partenariat afin que la population considérée puisse bénéficier des services et actions menées par cette dernière dans le cadre des objectifs sus mentionnés par l'association

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Ville de Montivilliers, le CCAS de Montivilliers et l'association les Restaurants du Cœur, dans le cadre de son antenne de Montivilliers ainsi que les modalités de versement de la subvention annuelle de fonctionnement versée par le CCAS à l'association.

Cette convention précise notamment les conditions de mise à disposition des locaux au profit des Restaurants du Cœur, ainsi que les modalités de versement de la subvention annuelle de fonctionnement versée par le CCAS de Montivilliers aux Restaurants du Cœur.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS

2-1. ACCOMPAGNEMENT DE L'ASSOCIATION PAR LA VILLE DE MONTIVILLIERS

Le service Vie Associative et Dispositifs de prévention a dans ses missions l'appui à la vie associative. Ce service peut accompagner techniquement l'Association, en lien avec le CCAS, de manière ponctuelle, au même titre que son action auprès des associations établies sur le territoire de Montivilliers, sur :

- Le cadre réglementaire,
- La formation des bénévoles,
- La connaissance et le suivi budgétaire des subventions du milieu associatif.

2-2. MISE A DISPOSITION DES LOCAUX MUNICIPAUX

La ville met gratuitement à la disposition de l'association un local permanent sis Place du Champ de Foire (local Ecole Victor Hugo : 81 m²), à Montivilliers. La valorisation locative annuelle du bien sus-nommé pour l'année 2025 sera communiquée à l'association dans le courant du 1^{er} trimestre 2026.

Ce local mis à disposition ne pourra être utilisé à d'autres fins que celles précisées par la présente convention.

Aucune activité ne peut se faire dans le local sans la présence d'un adhérent dûment mandaté par le président de l'association. En tout état de cause, le Président de l'association reste civilement responsable du déroulement de l'action.

La ville s'engage dans la mise à disposition de ce local mais se réserve le droit, dans le cadre de la gestion de son patrimoine immobilier, de modifier l'affectation de ce local et proposera, dans la limite de ses possibilités, un local de remplacement.

Dès qu'une dégradation est occasionnée par une des activités pratiquées par l'association celle-ci s'engage à en informer directement les services techniques de la ville.

La ville doit, en permanences, être en possession d'une clé du local et pouvoir y intervenir à tout moment pour des raisons de sécurité et d'entretien du bâtiment.

2-2.1 CHARGES ET CONDITIONS

Un état des lieux d'entrée et de sortie sera réalisé par les services de la Ville en la présence de l'association.

L'association prend à sa charge le ménage des locaux permanents mis à sa disposition.

Les frais de maintenance du bâtiment sont à la charge de la Ville, ainsi que le coût des consommations de fluides (eau, électricité, chauffage) et des abonnements et contrats afférents.

Les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention. La convention exclut toute sous-location à un tiers.

2-2.2 CONSIGNES DE SECURITE

Le local situé sis Place du Champ de Foire à Montivilliers, a un effectif total de 19 personnes maximum à respecter.

Pour tout problème technique en heure ouvrée, les services techniques sont joignables au 02.35.30.17.44. En dehors des heures ouvrées, l'association peut contacter l'astreinte au 06.10.84.92.71.

La ville s'engage à :

- Faire visiter l'ensemble des locaux à l'association et lui transmettre à cette occasion les consignes générales à suivre en cas d'incendie ainsi que les consignes particulières propres à son établissement ;
- Former l'association à la mise en œuvre des moyens de secours et lui expliquer sommairement le fonctionnement des équipements techniques et la manœuvre des organes de sécurité de l'établissement.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU CCAS

3-1. ACCOMPAGNEMENT DE L'ASSOCIATION PAR LE CCAS

Le CCAS est chargé de suivre et d'accompagner l'association Les Restaurants du Cœur dans sa réflexion et la mise en œuvre de projets à l'échelle du territoire Montivillon. Il est l'interlocuteur privilégié de l'association par lequel l'ensemble des demandes doivent être effectuées (demande de matériel, mise à disposition de locaux....).

3-2. SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Afin de soutenir l'activité des restaurants du cœur, le CCAS s'engage à verser une subvention annuelle de fonctionnement à l'association de 1200€ au titre de l'exercice 2026.

Pour les années suivantes, en fonction de l'activité de l'association, et sous réserve des crédits suffisants, la subvention versée à l'association pourra être réajustée.

La demande de subvention sera à adresser au CCAS de Montivilliers pour le 30 juin au plus tard.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

4-1. ENGAGEMENTS EN LIEN AVEC PARTENARIAT CCAS

- Orienter les publics en fragilité sociale vers le CCAS
- Participer aux actions et réseaux d'acteurs
- Participer aux actions et orienter les publics vers les actions et dispositifs pilotés par la Ville de Montivilliers
- Informer la ville et le CCAS de ses actions mises en place et sur ses actualités et dispositifs

4-2. UTILISATION DES LOCAUX ET DU MATERIEL

Les restaurants du Cœur s'engage à prendre soin des locaux mis à disposition par la Ville de Montivilliers. Toute dégradation des locaux ou du matériel provenant d'une négligence grave de l'Association devra faire l'objet d'une remise en état aux frais de l'Association.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'association s'engage expressément à :

- Faire respecter les règles de sécurité.
- A laisser les lieux en bon état de propreté.

L'association s'engage à assurer la sécurité générale dans l'établissement notamment à :

- Ne jamais dépasser les effectifs maximums autorisés dans l'établissement, et les locaux concernés par la présente convention. Pour rappel, la capacité d'accueil du local est de 19 personnes au maximum ;
- Ne pas exercer d'autre type d'activité que celle autorisée par la présente convention ;
- Prendre les premières mesures de sécurité et notamment, à s'assurer de l'évacuation immédiate et complète des locaux en cas d'odeur de fumée, de fumée suspecte ou d'incendie ;
- Connaître et faire appliquer les consignes de sécurité à suivre en cas d'incendie (conditions générales et consignes spécifiques à l'établissement) notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- Diriger les secours en attendant l'arrivée de l'exploitant et des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition de ceux-ci ;
- Informer et sensibiliser son personnel aux consignes d'évacuation et à la mise en œuvre des moyens de secours
- Assurer la vacuité permanente des issues et cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;
- Respecter les éventuelles configurations pour l'aménagement des salles (rangées de chaises, etc.) ;
- Ne pas modifier les installations électriques de l'établissement ;
- Ne pas ajouter d'éléments de décoration sans s'assurer préalablement de respecter le règlement de sécurité.

4-3. FINANCEMENT ET EVALUATION DES ACTIVITES

A chaque fin d'année, une réunion d'évaluation de la présente convention sera programmée entre la Ville et le CCAS.

Avant le déroulement de cette réunion, l'Association transmettra, avant le 30 septembre, à la Ville et au CCAS :

- le rapport d'activités de l'année écoulée précisant le nombre de membres et parmi eux le nombre de Montivillons.
- le rapport financier comportant le compte de résultat, bilan comptable et rapport du commissaire aux comptes,
- le compte-rendu de l'Assemblée Générale annuelle.

Depuis la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République il existe une obligation pour toute association ou fondation sollicitant l'octroi d'une subvention de souscrire un Contrat d'Engagement Républicain. Dans ce cadre, l'association s'engage à signer et à respecter le Contrat d'Engagement Républicain (Annexe 1).

En cas de non-respect du Contrat d'Engagement Républicain, la CLCV devra restituer les fonds reçus, excepté les sommes versées au titre d'une période antérieure au manquement au contrat d'engagement.

4-4. ASSURANCES

L'association déclare avoir souscrit une assurance couvrant les risques liés à la mise à disposition, à savoir :

- Garantie Responsabilité civile exploitation
- Garantie dommage aux liens

L'association s'engage à fournir à la Ville et au CCAS une attestation de son assureur et à rembourser ou à faire rembourser toute dégradation ou détérioration tant sur les matériels que sur le local.

Sauf accord préalable écrit et exprès de la Ville de Montivilliers et/ou du CCAS, les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention. La convention exclut également tout prêt ou sous-location à des tiers.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée d'un (1) an allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026.

Elle sera renouvelée par reconduction expresse chaque année. Si l'une des parties souhaite mettre fin à la convention, elle devra en avertir l'autre partie par lettre recommandée en respectant un préavis de trois mois.

En cas de dissolution de l'Association, la présente convention sera rendue caduque.

ARTICLE 6 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure.

ARTICLE 7 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à valoriser le soutien de la Ville et du CCAS de Montivilliers sur tous les documents informatifs et supports promotionnels édités, présentant son activité ou diffusés à l'occasion d'une manifestation organisée par elle.

ARTICLE 8 – INFORMATIQUES ET LIBERTES

Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004 et au Règlement Général de Protection des Données (RGPD) du 25 mai 2018, l'intervenant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent.

S'il souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, l'intervenant doit en faire la demande écrite auprès du CCAS de Montivilliers.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal Administratif de Rouen.

Fait à Montivilliers, en trois exemplaires, le

Jérôme DUBOST
Maire

Agnès SIBILLE
Vice-Présidente du CCAS

Jean-Bernard BAUDRY
Président de l'association

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES RESTAURANTS DU COEUR ANNEXE 1

CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN (Décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021).

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain. A cette fin la [loi n° 2021-1109 du 24 août 2021](#) confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles [10-1](#) et [25-1](#) de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public. L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Montivilliers, le

Pour l'association Départementale des Restaurants du Coeur

Le Président